

Discours

Conseil national de l'UMP le 20 juin 2003

Le premier Conseil national de l'UMP le 20 juin 2003

Chers amis,

C'est d'abord à chacune et à chacun d'entre vous que je voudrais m'adresser, à chaque membre de notre conseil national, et à travers vous, à tous nos militants, à toutes nos militantes, qui vous ont élus. Vous ne soupçonnez peut-être pas quel encouragement, quel bonheur, constituent pour nous, pour moi, pour Jean-Claude Gaudin, pour Philippe Douste Blazy, de vous voir ici réunis pour le premier Conseil National de notre U.M.P.

Vous êtes venus nombreux de tous les coins de France, et de nos Outre-Mer, et je vous sens heureux et déterminés à faire en sorte que réussissent les réformes dont la France a besoin.

Ce bonheur partagé, je le comprends, parce que l'union, c'est vous qui l'avez voulue, et l'union c'est vous qui l'avez construite. Aujourd'hui, je voudrais vous exprimer, au nom de l'équipe nationale notre reconnaissance pour tout le travail accompli en quelques mois à peine, depuis notre congrès fondateur du 17 Novembre dernier.

Nous avons donné, je crois, l'exemple de ce que la démocratie peut faire de mieux. Nos 130 000 militantes et militants inscrits sur nos listes électorales ont élu plus de 17 000 représentants dans les différentes instances qui constituent l'édifice de l'U.M.P., édifice dont le faite, si je puis dire, est ce Conseil National réuni aujourd'hui. Nous avons senti, tout au long de ce processus électoral exemplaire la volonté de travailler ensemble, la volonté de faire passer l'union avant toute autre considération. Cette volonté s'est exprimée dans un choix que vous avez fait, dans un choix que le bureau politique provisoire, issu de notre Conseil des Fondateurs, a fait, c'est-à-dire celui de vous présenter aujourd'hui une liste de notre Bureau Politique qui soit une liste de consensus.

Il nous est apparu, en effet, que dans la période difficile que nous traversons aujourd'hui, ce que les Françaises et les Français, qui sont proches de nous, attendaient de nous, ce n'était pas le spectacle de nos divergences, mais la manifestation de notre union, et je suis heureux que ce matin, vous ayez pu ratifier la liste du bureau politique que nous vous avons proposée, et où tout le monde, je l'espère, a trouvé sa place et son aise. Je sais bien que quand je dis tout le monde, je vais peut être un peu loin ! 15 hommes, 15 femmes, casse-tête, quadrature du cercle ! Alors, je vous rassure ; nous allons pratiquer une large politique d'ouverture, et nous ferons en sorte que toutes les personnalités du mouvement qui ont la place dans notre instance dirigeante, puissent s'y retrouver dès sa première réunion au mois de Juillet prochain.

Mais au-delà de ce processus démocratique exemplaire, ce qui me fait chaud au cœur quand je me déplace dans nos fédérations, c'est autre chose, ce n'est pas seulement la mécanique ou l'organisation. Tout au long de plus de vingt ans de vie politique, j'ai beaucoup bourlingué de département en département, de région en région. Comme beaucoup d'autres ici, j'ai recommencé à aller de fédération en fédération, et je me fais toujours cette remarque quand je suis à Lille, à Rennes, ou à Nice : je vois en face de moi des femmes et des hommes que je connais bien, et que je ne voyais pas ensemble il y a dix ans, qui certes, se retrouvaient au deuxième tour des élections, parce qu'il fallait bien se faire élire, mais qui passaient leur temps, disons les choses comme elles sont, à se " tirer la bourre " avant le premier tour. Et bien, tout cela est fini, et je suis heureux de vous voir ensemble, cultivant ces valeurs auxquelles nous vous avons appelées : le respect mutuel, l'esprit d'équipe et le sens des responsabilités. Oui, vous avez entendu l'appel que je vous avais lancé le 17 Novembre dernier, vous avez dépouillé le vieil homme politique et ce qu'il comportait de chiquayas et d'esprit de chapelle, pour devenir un grand mouvement attaché à l'union et au respect mutuel. Et sachez-le bien, c'est parce que nous avons réussi cette mutation à laquelle peu de nos " amis " ou de nos adversaires croyaient, que nous sommes redevenus attractifs, et que nous voyons revenir vers nous, vers l'engagement politique, des hommes et des femmes qui ne voulaient pas choisir avant entre nos différentes tendances, et qui, aujourd'hui nous rejoignent, tout

particulièrement beaucoup de jeunes. Nous avons aujourd'hui 30% d'adhérents nouveaux qui n'avaient jamais fait de politique et qui sont avec nous.

L'élan que vous avez ainsi donné, il va falloir maintenant l'amplifier, et nous allons le faire avec vous toutes et vous tous ; avec vous les jeunes, dont je parlais à l'instant. Vous avez choisi de se baptiser vous-mêmes : " les jeunes populaires " ; je trouve que c'est une formidable bonne idée, car elle met en exergue la troisième lettre de notre sigle, " Union pour un Mouvement Populaire " ; nos jeunes populaires préparent ardemment la grande fête européenne de la jeunesse qui se tiendra au début du mois de septembre, et qui constituera, entre autres, notre rentrée en fanfare dans la vie politique après la trêve de l'été. Et puis, quelques semaines après, se tiendra notre Congrès ordinaire, après le Congrès Fondateur, le congrès de l'automne au cours duquel je me suis engagé, conformément à nos statuts, à ce que dans l'Union, la diversité de nos sensibilités, et cette culture du débat, à laquelle appelait tout à l'heure Nicolas, puissent librement et spontanément s'exprimer.

* * *

Je voudrais maintenant m'adresser à vous, Monsieur le Premier Ministre, à toi cher Jean-Pierre, à tous les ministres qui t'entourent, à tous les ministres du gouvernement, pour vous dire que si nous avons fait tout cela, qui a demandé beaucoup d'efforts, c'est vrai, beaucoup d'esprit de sacrifice, beaucoup de patience, parfois, et aussi beaucoup d'enthousiasme, si nous avons fait tout cela, c'est pour vous, c'est pour faire en sorte que le gouvernement réussisse, et qu'au-delà du gouvernement, réussisse la modernisation de la France. Oui, la raison d'être de l'U.M.P., c'est de soutenir l'action de Jacques CHIRAC et le gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN.

Alors, nous allons faire tout ce que nous pouvons pour que cela marche. Nous allons d'abord essayer de vous apporter la force de l'union, j'en ai dis un mot. Permets-moi de dire Jean Pierre que c'est quand même une chance et un atout, pour un gouvernement, que de savoir qu'il peut s'appuyer dans la durée sur une force politique majoritaire qui lui est fidèle et qui sera courageuse à ses côtés, à l'Assemblée Nationale, au Sénat, dans nos fédérations, et surtout, dans le pays tout entier.

Nous voudrions aussi vous apporter la force de nos convictions, parce que l'U.M.P. ne sera pas vraiment un parti nouveau si elle n'est qu'une organisation, si elle n'est qu'une machine à donner des investitures, si importantes qu'elles soient, mon cher Jean-Claude. Il faut qu'elle soit plus, il faut qu'elle soit une communauté d'hommes et de femmes qui partagent un même idéal, et qui soient porteurs dans le pays des mêmes valeurs. Je serais tenté de dire, que le plus important pour nous, pour l'U.M.P., si nous voulons nous situer dans une perspective d'avenir, pas simplement quatre ans, mais dix ou quinze et pourquoi pas plus, c'est ce que j'appellerai la reconquête intellectuelle qu'il nous faut aujourd'hui opérer dans notre pays ; nous l'avons bien vu pendant les grèves des mois de Mai et Juin ; nous avons, face à nous, les séquelles d'idéologies dépassées : un peu de trostkisme, un peu de marxisme, un peu de soixante-huitardisme - je ne sais pas comment on dit -, encore un peu de social démocratie ; tout cela en plein désarroi, sans vision d'avenir, et sans projet alternatif à présenter au peuple de France.

Et pourtant un certain nombre d'idées fausses continuent d'être véhiculées dans l'opinion publique, et nous avons beaucoup à faire pour changer les comportements et les mentalités. On continue, en France, en général, à considérer que c'est en mettant des gens de 55 ou 56 ans à la retraite que l'on donne de l'emploi aux jeunes, c'est faux ! On l'a vu partout ailleurs, et on continue à le croire. On continue à croire en France, que c'est en interdisant les licenciements qu'on évite le chômage, c'est faux ! On l'a vu chez nous et ailleurs, mais on continue de le croire, d'où la nécessité de cette reconquête du terrain des idées, qui doit être la mission essentielle de l'U.M.P., et pour la résumer, je serais tenté d'utiliser quatre mots clé :

- La République,
- La France,
- L'Europe,
- La Terre.

La République, d'abord, parce que c'est notre devise, bien sûr : Liberté, Egalité, Fraternité, on en a beaucoup parlé tout à l'heure. Mais, au-delà d'une devise, au fond des choses, c'est une façon d'être, c'est un comportement, qui déborde,

bien entendu les limites de l'U.M.P. et qui peut être le bien commun d'une grande majorité des Français. Ce comportement, c'est le respect d'autrui, la tolérance, c'est une valeur, un concept très beau, qui, pendant des siècles, a été la spécificité du message français, que l'on a un peu perdu de vue, c'est tout simplement l'amour de la Raison, de ce qui est raisonnable, - on a fait d'ailleurs une révolution pour cela il y a un peu plus de deux siècles -.

Or, ces valeurs là, aujourd'hui, elles sont toutes menacées : elles sont menacées par l'intolérance, par le fanatisme, par la violence. Elles sont aussi menacées par le terrorisme, quand tout ceci va à l'extrême, et ce combat là, nous allons devoir le mener. Combat contre les extrémismes, contre l'extrême droite, que nous allons retrouver demain sur notre chemin, comme il l'était hier, contre l'extrême gauche, qui, comme nous l'avons constatée, est très vigoureuse sachant exploiter quelques grévistes naïfs à des fins de manipulation politique. Et puis aussi l'extrémisme religieux. Nous sommes les uns et les autres respectueux du sentiment religieux. Nous avons, les uns et les autres, nos propres convictions, mais en revanche, ce que nous n'acceptons pas, c'est le fondamentalisme, c'est l'intégrisme, et toutes les religions en ont souffert bien entendu dans leur histoire. Et c'est la raison pour laquelle j'ai été heureux tout à l'heure, que nous amorcions - certes, nous n'avons pas été très loin. Il faudra recommencer, approfondir les choses - une réflexion sur ce que doit être aujourd'hui le principe de laïcité dans la société républicaine française. Il faut que nous revivifions ce principe de laïcité et que nous en fassions le cœur du message politique de l'U.M.P. parce que c'est au cœur de la République, et donc de la France.

La France. La France notre patrie, et en ce début de XXIème siècle, nous devons réfléchir à ce que cela veut dire pour nous, et à la manière de faire en sorte que l'identité française, dans le siècle qui vient, ne se rétrécisse pas, mais au contraire, s'épanouisse. Grâce à Jacques CHIRAC, nous avons retrouvé sur la scène internationale la fierté d'être Français, parce que la voix de la France s'est fait entendre sur la planète entière. Et je peux vous dire que partout où je suis passé quand je sillonnais le monde en tant que Ministre des Affaires Etrangères, ou aujourd'hui lorsque je rencontre nos partis frères en Europe ou ailleurs au titre de l'U.M.P., je sens partout s'exprimer ce que j'appelle " le même besoin de France ". La France est attendue par les autres pays parce qu'ils se disent qu'il y a des choses que la France est la seule à avoir parfois le courage de dire ; c'est cela la spécificité du message de la France - je fais référence bien sûr à la crise que le monde vient de vivre en ce début de 2003 -. Mais pour que la France soit entendue, il faut que la France soit forte ; pour qu'elle soit forte, il faut qu'elle soit juste ! Mais pour qu'elle soit forte et juste, il faut qu'elle redevienne créatrice de richesses, équitablement réparties.

Je ne vais pas, ici, me substituer à d'autres, à Francis MER, notamment, pour vous dire quelle est notre stratégie économique face à la chute de la croissance et à la montée du chômage. Je voudrais simplement évoquer là aussi, pour m'en tenir au niveau des principes, deux idées qui me tiennent au cœur, et qui sont tout à fait les conditions fondamentales de la reprise d'une croissance forte en France.

Le premier de ces principes, c'est la valeur du travail, et François FILLON l'a très bien dit ce matin. Depuis vingt ans, on nous a inculqué la culture du " non travail ", depuis le ministre du temps libre des années 80 jusqu'aux lois Aubry sur les 35 heures, et on a fini par convaincre les Français qu'ils étaient à ce point géniaux, qu'ils allaient pouvoir maintenir l'un des plus hauts niveaux de vie du monde et le meilleur modèle social du monde en travaillant beaucoup moins que tous les pays qui les entourent. Eh ! bien cela ne marche pas, et aujourd'hui, nous y sommes. Il faut donc avoir le courage de dire que si nous voulons préserver tout cela, pour nous, pour nos enfants, il va falloir retrouver l'amour et le goût du travail. Et pour cela, il y a des choses concrètes à faire, il faut mieux rémunérer le travail en le taxant moins, et c'est ce que fait le gouvernement, en relevant le SMIC et en allégeant les charges sociales.

Il faut aussi faire en sorte, qu'en toutes circonstances, chaque homme et chaque femme, qui est en état de le faire, ait plutôt intérêt à travailler que de rester dans l'assistance, et cela, c'est le revenu minimum d'activité, Monsieur le Premier Ministre, que nous attendons avec impatience. Il faut aussi faire en sorte que le travail soit plus intéressant, il faut l'enrichir, il faut motiver, il faut faire participer, utiliser les nouvelles technologies qui permettent de changer les rythmes et les modalités du travail. Il faut convaincre que le travail n'est pas une punition, mais

que cela peut être une libération et un plaisir. Il faut évidemment, pour donner le goût du travail, former les jeunes à leur future vie professionnelle et améliorer la formation continue tout au long de sa carrière.

Le deuxième principe que j'évoquais pour faire en sorte que cette France que nous aimons soit forte et juste, c'est le principe d'innovation, c'est la priorité que nous devons donner à la recherche et à la technologie. Là encore, ne nous faisons pas d'illusion, si nous continuons à faire la même chose que ce que font les autres, bien, évidemment, nous serons dépassés par les délocalisations et par une concurrence de plus en plus sauvage. Nous n'avons donc pas le choix ; le seul choix qui nous soit offert, c'est le choix de l'intelligence, le choix de la fuite en avant de la technologie, du progrès et de l'innovation, et là il faudra y mettre les moyens, monsieur le Premier Ministre, mesdames et messieurs les ministres, comme l'a écrit dans une très belle page du livre sur l'école Claudie Haigneré, lorsqu'elle parlait du désir de science qu'il faut redonner aux jeunes Françaises et aux jeunes Français, qui sont en train de s'en détourner.

Tout ceci remettra la France au premier rang et lui redonnera son rôle de leader en Europe, c'est le troisième mot clé que j'évoquais tout à l'heure. L'Europe, au cours du dernier demi siècle nous a permis de réaliser ce qu'aucun autre ensemble de nations au monde n'a jamais fait : un marché unique, une monnaie unique, une véritable communauté qui existe sur la scène internationale. Nous y sommes attachés et nous sommes conscients qu'elle va vivre en 2004 des échéances capitales. Nous allons nous doter d'une Constitution, je crois avoir été l'un des tout premiers à utiliser ce mot, et je me réjouis qu'aujourd'hui, grâce au travail, à l'intelligence et à l'habileté de Valéry Giscard d'Estaing, la France soit, d'une certaine manière, à l'origine de la première Constitution de l'Union Européenne. Mais une Constitution, c'est bien à condition que cela serve un projet, et là, se trouve la vraie question : quel est le projet que nous soutenons en Europe aujourd'hui ? Je vous le dis avec toute la force de ma conviction européenne, cela ne vaut pas la peine de continuer à accepter le partage de notre souveraineté avec l'Union Européenne si c'est pour bâtir un marché commun qui soit simplement le " dominion " d'une puissance dominante dans le monde, cela ne vaut la peine que si nous savons construire une Europe politique existant par elle-même, une Europe, comme l'aurait appelée le Général de Gaulle, européenne, en partenariat avec nos amis américains, mais en protectorat de personne. C'est cela l'ambition européenne que nous devons nous fixer pour demain. Et cette Europe là, dans un monde qui sera multipolaire, que nous le voulions ou non - le débat sur la question de savoir si le monde sera multipolaire ou non, est un débat absurde ; il sera évidemment multipolaire ! Il y a aujourd'hui une très grande puissance, il y aura demain la Chine - la question est de savoir si il y aura aussi l'Union Européenne ? L'Union Européenne doit devenir un pôle d'influence et d'équilibre, parce que ce sera bon pour la paix du monde et pour l'équilibre de la planète.

La Terre, c'était mon quatrième mot clé, c'est notre héritage, c'est ce que nous avons reçu et ce que nous transmettrons. Mais qu'allons-nous transmettre à nos enfants ? La terre est menacée de tous côtés, par des déséquilibres naturels - j'étais heureux d'installer il y a peu de temps le Conseil du Développement Durable de l'U.M.P. De grâce, ne laissons pas le territoire de l'écologie et du développement durable à quelques groupuscules politiques intégristes, fussent-ils barbouillés en vert ! C'est aussi notre territoire, et nous devons soutenir ardemment l'idée du Président de la République d'adosser à la Constitution de la France une Charte de l'environnement qui fixe nos objectifs pour le siècle qui vient. L'équilibre de la terre est aussi menacé par des déséquilibres humains et politiques. Nicolas SARKOZY a excellemment parlé tout à l'heure de la politique de l'immigration. Mais ne nous faisons pas d'illusion, nous ne contrôlerons pas les mouvements de population si le monde continue à voir se creuser un fossé entre des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres, cela ne marchera pas plus au niveau de la planète que cela ne peut marcher au niveau d'un pays, et nous avons là aussi un devoir d'aide au développement ; Jacques CHIRAC l'a exprimé, avec la force que l'on sait, sur la scène mondiale. De même, cette mondialisation que certains redoutent, qui, elle aussi, est incontournable et inévitable, mais aussi positive, car elle nous apporte la prospérité économique et une meilleure connaissance entre les peuples, cette mondialisation comporte, malgré tout, des risques : le risque de voir notre diversité culturelle et linguistique écrasée par le rouleau compresseur de l'uniformisation, et c'est la raison pour laquelle, il faut humaniser cette mondialisation, et peut être, se fixer un grand rêve - en politique, il faut des utopies de temps en temps, il faut des rêves, il faut des mythes ! - celui que

Jacques CHIRAC définissait comme une démocratie planétaire demain. Il va falloir, c'est vrai, passer d'un stade où chaque Etat faisait un peu ce qu'il voulait dans son coin, à un stade où il y aura des règles internationales y compris contre ceux qui commettent des crimes contre l'humanité.

Sur tous ces territoires de la pensée et de l'action, mes chers amis, l'U.M.P, qui rassemble les forces de la droite et du centre doit faire preuve de courage, d'imagination, d'audace, et c'est à cela que nous allons travailler avec vous dans cette volonté de débat et d'ouverture que je partage pleinement.

Je voudrais terminer en vous disant, Monsieur le Premier Ministre, cher Jean-Pierre, mesdames et messieurs les membres du gouvernement, que nous voudrions aussi, avec la force de notre Union, avec la force de nos convictions, vous apporter la force de notre enthousiasme et de notre confiance. Nous ressentons de l'enthousiasme quand nous voyons le travail que le gouvernement et la majorité ont accompli depuis un an :

- Restauration de l'Etat dans ses fonctions régaliennes : la sécurité, Nicolas, la justice, Dominique, la défense nationale, Michèle
- Oxygénation, si je puis dire, des forces vives du pays, par toute une série de mesures pour lutter contre le carcan que nos prédécesseurs faisaient peser sur nos entreprises : assouplissement des 35 heures, suspension des dispositions les plus perverses de la loi dite de modernisation sociale, incitation à la création d'entreprise avec la loi Dutreil, création des contrats jeune à l'entreprise,... (la liste n'est pas exhaustive).

Amorce de la décentralisation avec une réforme de la Constitution qui va nous permettre, pour la première fois, (c'est ce que j'avais, pour ma part, toujours souhaité) de demander aux Corses ce qu'ils veulent, quelle est leur place dans la République ; ce sera la signification du référendum du 6 Juillet rendu possible par la réforme constitutionnelle

- Une grande politique de la famille, et je voudrais saluer Christian Jacob qui était là ce matin, et qui a fait un travail formidable dans ce domaine,
- Et puis enfin, la réforme des retraites qui aboutira en temps et heure, selon le calendrier fixé par le Premier Ministre.

Tout cela est formidable et explique l'enthousiasme que nous avons à soutenir et à expliquer votre politique, notre politique, enthousiasme qui fonde notre confiance dans l'avenir.

Oui, nous avons confiance dans le don qu'a Jacques CHIRAC de comprendre et de rassembler les Français.

Oui, nous avons confiance dans la capacité de l'équipe gouvernementale à mettre en œuvre les réformes dont la France a besoin.

Oui, nous avons confiance dans la volonté de l'U.M.P. d'entraîner l'adhésion des Français en opposant systématiquement à la démagogie la pédagogie.

Oui, nous avons confiance dans le génie de la France, au milieu des soubresauts qui ont toujours marqué son histoire, à se renouveler et à reprendre le rang qu'elle mérite en Europe et dans le monde.

Et c'est donc avec confiance que je dis, au terme de notre premier Conseil National,

Vive le Gouvernement de la République,
Vive le Président de tous les Français,
Vive la France juste et forte.